

Juillet 2012

Fiche de l'Irsem n°19

L'Etat et la guerre en Afghanistan 1978-2012

Adam BACZKO

Pour citer ce document :

*Adam BACZKO, "L'Etat et la guerre
en Afghanistan 1978-2012 "*

Fiche de l'Irsem n° 19,

Juillet 2012, 16 pages

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

Juillet 2012

Depuis les années 1960, l'Afghanistan a particulièrement passionné et intrigué, devenant un espace évocateur de tout un imaginaire occidental, tissé de légendes et de stéréotypes. En parallèle, le pays a été le lieu de nombreux terrains anthropologiques, ethnologiques et politologiques décisifs dans chacune de ces disciplines. Aujourd'hui, l'Afghanistan est le théâtre d'une guerre, entre une coalition occidentale qui soutient le régime en place et le mouvement Taliban qui progresse sans interruption depuis 2002. Pour comprendre cette guerre encore en cours, il est indispensable d'inscrire les événements contemporains dans le cadre plus large des trois dernières décennies. Les formes du rejet de l'intervention occidentale et l'institutionnalisation actuelle du mouvement Taliban deviennent intelligible lorsqu'elles sont replacées dans la continuité d'une crise de l'Etat et du politique que l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge provoque en 1979. L'émergence des Taliban au milieu des années 1990 découle de cette crise du politique et leur manière de gouverner le pays se comprend à l'aune de cette problématique de l'Etat. Or, depuis 2001, le régime de Karzai et la coalition occidentale, menée par les Etats-Unis, ont rouvert et aggravé cette crise de l'autorité centrale en Afghanistan. A l'inverse, l'administration parallèle des Taliban qui s'étend depuis quelques années, répond avec le plus d'efficacité à la crise de politique déclenchée par l'intervention soviétique en 1979.

Notre objectif ici est double. D'une part, nous souhaitons établir un état de l'art critique, de nature avant tout académique, concernant la guerre civile en Afghanistan et la construction de l'Etat¹. D'autre part, nous avançons une piste d'interprétation de la progression Taliban à partir des travaux sur l'Afghanistan, en analysant la période qui dure depuis 1979 comme une crise que traverse l'Etat afghan, dans la forme qu'il a pris à partir du 19^{ème} siècle. Nous proposons donc de regarder les trois décennies de guerre en Afghanistan comme une crise de l'Etat, compris ici à la fois dans sa dimension d'administration qui monopolise la coercition légitime et comme cadre normatif de gestion de la vie sociale. Les Taliban, par leur capacité jusqu'à aujourd'hui unique à arbitrer les disputes et à centraliser l'autorité politique, comme l'Etat le faisait avant la guerre civile, répondent à cette crise. Afin de bien saisir cette spécificité Taliban, nous commencerons par présenter les travaux traitant de la généalogie et des formes du champ politique en Afghanistan. Puis nous commenterons les écrits concernant la guerre civile déclenchée par l'invasion soviétique. La troisième partie sera ensuite consacrée aux recherches sur le mouvement Taliban. Enfin, nous proposerons un choix de lectures permettant de mieux comprendre la guerre qui se déroule actuellement en Afghanistan.

¹ Au début de cette année, Antonio Giustozzi et Niamatullah Ibrahim viennent de publier une large étude bibliographique, visant à penser les trois décennies de guerre en Afghanistan comme un tout. Jusque-là, aucune large synthèse bibliographique sur l'Afghanistan n'avait été plus réalisée depuis la fin des années 1990. Cf Antonio Giustozzi et Niamatullah Ibrahim, *Thirty years of conflict: drivers of anti-government mobilisation in afghanistan, 1978- 2011*, Kaboul, AREU, 2012. En outre, Christian Bleuer a compilé une bibliographie extensive, dont la cinquième édition est disponible sur son site, <http://christianbleuer.com/2010/01/27/afghanistan-analyst-bibliography/>, visité le 26 février 2012.

Juillet 2012

L'Etat avant la guerre : la formation d'un monopole de la force et de la norme en Afghanistan

L'Etat en Afghanistan: une construction ancienne, 1880-1979

Les prémisses de l'Etat afghan datent du 18^e siècle, sous la forme d'un nationalisme pashtoune et des velléités d'autonomisation de la monarchie vis-à-vis de son socle tribal. En témoigne le déplacement de capitale de Kandahar à Kaboul en 1775. Les historiens des années 1960 et 1970, en particulier Vartar Gregorian et Hasan Kakar, s'accordent pour dater la formation d'un monopole de la violence entre les mains du souverain au règne d'Abdul Rahman Khan, entre 1880 et 1901. Dans un contexte de forte ingérence britannique à la frontière, la monarchie émerge de la concurrence qu'elle entretient avec deux autres formes politiques, l'Islam et les tribus. La vie sociale afghane à la fin du 19^e siècle est structurée par la coexistence de ces trois légitimités politiques, qui chacune s'appuie sur une interprétation de l'histoire et une morale de l'action. Par l'étude de sources orales et écrites traitant de cette époque, l'anthropologue Edwards montre comment ces trois morales politiques, et les institutions qui en émanent, se confrontent et produisent trois récits historiques et politiques distincts. Or, à cette époque, le discours et la morale de l'Etat commence à s'imposer dans une position surplombante vis-à-vis de l'Islam et des tribus, sans pour autant les annihiler. Se fondant sur de larges archives, notamment celle du tribunal d'Asadabad, Ashraf Ghani montre que, durant le règne de l'émir Abdul Rahman Khan, l'administration étatique prend progressivement le pas sur les institutions tribales et les figures cléricales, dictant la loi, arbitrant les conflits et déterminant l'interprétation de l'histoire.

Les successeurs d'Abdul Rahman Khan poursuivent la centralisation du pays, notamment en subordonnant les tribus à leur autorité (création de lycées tribaux, *numerus clausus* en faveur des élites tribales, taxation et conscription sans passer par l'intermédiaire des tribus) et en intégrant le clergé à l'administration (fonctionnarisation des oulémas, création d'une madrassah à Ghazni, mainmise sur les fondations pieuses, les lieux saints et leurs revenus considérables). Entre 1880 et 1978, l'Etat réunit entre ses mains une part croissante des ressources du pays. Les livres d'Olivier Roy et de Gilles Dorronsoro sur l'Afghanistan débutent par une histoire politique de l'Etat et offrent d'excellente synthèse de ce processus de renforcement et de modernisation. Le monopole de la coercition ne se construit pas sans contestation de la part des oulémas et des tribus, notamment en 1929 et en 1947. L'article de Gilles Dorronsoro sur la bureaucratisation du clergé et le livre collectif dirigé par Richard Tapper sur les relations entre les tribus et l'Etat en Iran et en Afghanistan montrent les manières dont ces deux formes politiques s'ajustent à la monopolisation du pouvoir coercitif et parviennent ainsi à conserver un rôle social et politique majeur de soutien et d'opposition au monarque. Cependant, après les années 1950, décennie de développement accéléré de l'administration et de modernisation de l'armée, les évolutions technico-organisationnelles permettent à l'Etat d'imposer son monopole dans les domaines de la force et du droit.

Juillet 2012

Gilles Dorronsoro, *la révolution Afghane : des communistes aux Taliban*, Paris, Karthala, 2000, Ch. 1
Gilles Dorronsoro, 2001, « Les oulémas afghans au 20^e siècle: bureaucratisation, contestation et genèse d'un État clérical », *Archives de sciences sociales des religions*. Vol. 3, No. 115 (2001), p. 63-79
David B. Edwards, *Heroes of the age: moral fault line on the Afghan frontier*, Berkeley, University of California Press, 1996
Ashraf Ghani, « Islam and state-building in a tribal society Afghanistan: 1880-1901 », *Modern Asian Studies*, Vol. 12, No. 2 (1979), p. 269-284
Ashraf Ghani, « Disputes in a court of Sharia, Kunar Valley, Afghanistan, 1885-1890 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 15, No. 3 (1983), p. 353-367
Vartan Gregorian, *The emergence of modern Afghanistan: politics of reform and modernization, 1880-1946*, Stanford, Stanford University Press, 1969
Hassan K. Kakar, *government and society in Afghanistan: The Reign of Amir 'Abd al-Rahman Khan*, Austin, University of Texas, 1979
Olivier Roy, *L'Afghanistan: Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985, Ch. 1
Richard Tapper, *The Conflict of tribe and state in Iran and Afghanistan*, New York, Saint Martin's Press, 1984

Un siècle de changement social, 1880-1979

En parallèle du renforcement de l'autorité étatique, les observateurs présents dans le pays avant l'invasion soviétique, en particulier les anthropologues, racontent une formidable transformation du pays. L'Afghanistan traverse durant le 20^e siècle une période de modernisation économique et sociale, dont la célérité dépasse la capacité des hommes qui la vivent à vraiment l'appréhender. Dans sa monographie séminale d'une ville rurale d'Afghanistan, Pierre Centlivres met en évidence au début des années 1970 la multitude des appartenances individuelles, et la superposition des réseaux de solidarité (*qawm*) qui en résulte : ethniques, tribaux, économiques, professionnels et localisés. Ces identités plurielles et les institutions auxquelles elles s'adossent sont profondément bouleversées par la modernité qui affecte en profondeur l'Afghanistan. Les travaux de Jon Anderson permettent de mieux cerner les effets sociaux des évolutions technologiques et économiques dans la société afghane. L'introduction des tracteurs dans les années 1960 augmente ainsi les inégalités et rend moins nécessaire la coopération et l'interdépendance qui constituent le fondement des institutions tribales. Les élites traditionnelles sortent donc profondément affaiblies de cette nouvelle structuration de l'économie et de la société. A partir de cette décennie, le déclin des institutions tribales devient patent.

L'introduction des radios, des voitures ou encore du cinéma induisent de considérables évolutions des mœurs et des valeurs, qui, du fait de leur rapidité, coexistent, ainsi que l'explique Louis Dupree, avec les modes de vie les plus traditionnels. L'anthropologue Whitney Azoy choisit un angle d'approche particulièrement intéressant pour étudier les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre en Afghanistan : le Buzkashi, le célèbre sport équestre afghan. Derrière le jeu et sa préparation, Azoy révèle les divisions croissantes entre villes et campagnes et celles entre générations. Ces tensions se

Juillet 2012

crystallisent chez les étudiants, une catégorie sociale en plein essor. Cependant, comme le montre Barnett Rubin, une large majorité d'entre eux demeure exclue des cercles de pouvoir en dépit de leur éducation supérieure. Gilles Dorronsoro l'a expliqué dans les années 1990, et plus récemment, des entretiens menés en 2008 par Antonio Giustozzi abondent dans ce sens, c'est à partir du milieu des éduqués que débute la politisation de la société afghane, qui est exprimé sous la forme de contestations. Les étudiants forment l'ossature des partis afghans naissants, dont deux mouvances, les islamistes et les communistes, se démarquent, polarisant l'ensemble de la population.

Jon W. Anderson, « There are no *khans* anymore: economic development and social change in tribal Afghanistan », *Middle East Journal*, Vol. 32, No. 2 (1978), p. 167-183
G. Whitney Azoy, *Boz̄kachi : jeu et pouvoir en Afghanistan*, Paris, Le Capucin, 2002
Pierre Centlivres, *Un Bazar d'Asie Centrale : Forme et organisation du bazar de Tâshqurghân*, Wiesbaden, L. Reichert, 1972, Ch. 8 et 9
Louis Duprée, *Afghanistan*, Princeton, Princeton University Press, 1970
Antonio Giustozzi, *Between patronage and rebellion: student politics in Afghanistan*, Kaboul, Afghanistan Research and Evaluation Unit, 2010
Barnett R. Rubin, « Political elites in Afghanistan: rentier state building, rentier state wrecking », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 24, No. 1 (1992), p. 77-99

La prise de pouvoir par les communistes : L'Etat au centre de la lutte pour le pouvoir

Les causes du coup d'Etat et les événements qui mènent à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique ont été décrites en détail dans de nombreux ouvrages. La prise de pouvoir des communistes est rendue possible car ils ont infiltré en profondeur le corps des officiers, formé en URSS. Par la suite les luttes internes aux factions communistes et le soulèvement populaire qui s'étend à l'ensemble de l'Afghanistan provoquent un effondrement du régime communiste. A mesure de son affaiblissement, tout au long de l'année 1979, l'implication directe de l'URSS s'accroît jusqu'à l'invasion du pays par l'Armée Rouge le 27 décembre 1979. Des analyses des dynamiques locales des effets de la prise de pouvoir et de la révolte sont disponibles pour la Kounar, le Nouristan, le Hazarajat, le Panshir et Hérat.

Deux questions particulièrement décisives pour comprendre la situation contemporaine traversent ces nombreux travaux :

- Les causes de la révolte
- La perception de l'Etat dans la révolte

En effet, si la plupart des spécialistes de l'Afghanistan s'accorde sur la multiplicité des motifs des rebelles en 1978, le poids respectif qu'ils donnent à chacun des facteurs diffère. William Maley met ainsi l'accent sur l'indignation des Afghans face à l'athéisme militant des communistes. Pour Olivier Roy, la révolte découle avant tout du choc modernisateur provoqué par l'application de réformes radicales dans une société encore très traditionnelle. Certaines de ces mesures, notamment les redistributions de terres,

Juillet 2012

auraient pu être populaires au vu du nombre de paysans sans terre. Cependant, en s'attaquant radicalement aux questions foncières et matrimoniales, les communistes touchaient à deux objets hautement symboliques dans la vie sociale afghane, la terre et les femmes. Pour l'anthropologue Thomas Barfield, plus que le caractère traditionnel de la société, c'est d'abord la faiblesse de la couverture administrative de l'Etat afghan qui explique l'échec des réformes communistes. Gilles Dorronsoro reconnaît le rôle de ces différents facteurs dans le soulèvement, mais il note la faiblesse des mouvements de révolte initiaux qu'aucune de ces explications ne permet de saisir. Le soulèvement prend une ampleur nationale seulement à la suite de la répression massive exercée par le régime communiste. Celui-ci, comme la France de la fin du 18^e siècle ou la Russie léniniste, est enfermé dans une véritable paranoïa et se trouve incapable de comprendre le rejet du processus révolutionnaire par la population autrement que dans le registre du complot et de la trahison.

Au fond, le soulèvement ne s'attaque pas à l'Etat, mais bien à un régime dont le règne dégénère dans la terreur. L'Etat en tant que forme politique n'est pas remis en cause dans les premières révoltes. Au contraire, les tribus et les partis islamistes combattent au nom d'une vision de l'Etat, monarchique pour les premiers, islamique pour les seconds. Dans un article analysant les productions écrites d'un des grands partis islamistes afghans, le Hezb-e-Islami, Edwards montre qu'à la fin des années 1970, l'Islam est une source d'inspiration pour réformer l'Etat. L'Islam légitime et offre des précédents pour penser le bon gouvernement, mais c'est bien l'Etat, comme forme politique, qui est au cœur des préoccupations des islamistes. De même, les tribus révoltées s'appuient sur des références monarchiques, et donc étatiques, pour s'opposer au régime communiste. En 1978, l'Etat demeure une catégorie centrale de l'action politique en Afghanistan.

William Maley, *The Afghanistan Wars*, London, Palgrave Macmillan, 2009, Ch. 3

David B. Edwards, « Summoning Muslims: print, politics, and religious ideology in Afghanistan », *The Journal of Asian Studies*, Vol. 52, No. 3 (1993), p. 609-628

Thomas Barfield « Weak links on a rusty chain: Structural weaknesses in Afghanistan's provincial government », dans Nazif Shahrani et Robert Canfield, ed., *Revolutions and Rebellions in Afghanistan*, Berkeley, Institute of International Studies Research Series, No. 57, p. 170-183

Kounar :

David B. Edwards, *Before Taliban: genealogies of the Afghan Jihad*. Berkeley : University of California Press, 2002, Ch. 5

Nouristan :

Richard Strand, <http://nuristan.info/Nuristani/Kamkata/Kom/KomTexts/AnvarJihad.html>,
Dernières modifications le 17 October 2002

Hazarajat :

Niamatullah Ibrahim, « The Failure of a Clerical Proto-State: Hazarajat, 1979-1984 », Londres, LSE Crisis States Research Centre, 2006

Niamatullah Ibrahim, « At the Sources of Factionalism and Civil War in Hazarajat », Londres, LSE Crisis States Research Centre, 2009

Niamatullah Ibrahim, « Divide and Rule: State Penetration in Hazarajat from the Monarchy to the Taliban », Londres, LSE Crisis States Research Centre, 2009

Juillet 2012

Hérat :

Gilles Dorronsoro, *la révolution Afghane : des communistes aux Taléban*, Paris, Karthala, 2000, p. 114-119

Panshir et Badakhshan :

Olivier Roy, *L'Afghanistan: Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985, ch. 6

L'Afghanistan en guerre : la dislocation des cadres normatifs en Afghanistan

Les effets de m'invasion soviétique : guerre moderne et dislocation des structures politiques afghanes

L'invasion soviétique qui débute le 27 décembre 1979 accélère brutalement la polarisation du champ politique et une escalade la violence. L'ampleur de l'insurrection s'accroît à mesure que la notion de guerre sainte (*jihad*) contre les communistes s'associe à celle de guerre de libération nationale contre l'invasion étrangère. En outre, l'implication soviétique s'accompagne d'un redoublement de la répression et d'un changement d'échelle de la guerre. Comme le raconte Girardet dans un de ses remarquables récits journalistiques sur le début de la guerre, l'Armée Rouge engage des opérations à travers tout le pays, avec chars, artillerie, soutien aérien et hélicoptage de forces spéciales à l'arrière des lignes. Les combats font des centaines de milliers de morts et poussent des millions d'Afghans à partir se réfugier en Iran et au Pakistan. Selon les chiffres du Haut Commissariat aux Réfugiés on compte en 1981 près de deux millions d'Afghans qui ont fui au Pakistan, un chiffre qui double durant la décennie. Or en 1979, l'Afghanistan ne connaît pas la guerre moderne ; le pays a été épargné par les deux déflagrations mondiales de 1914 et de 1939. Les témoignages rassemblés par Michael Barry indiquent le choc provoqué par la manière dont les Soviétiques conduisent les opérations militaires. Malgré la modernisation de l'armée en 1955, l'éthos combattant afghan reste celui d'une société tribale, avec l'honneur comme valeur centrale. Comme l'explique Pierre Centlivres, l'intervention soviétique « fait éclater les limites de temps et d'espace et décline les cadres tribaux coutumiers que la société traditionnelle imposait aux combats ». Les pratiques guerrières traditionnelles se révèlent obsolètes et les institutions tribales se disloquent face à la puissance de feu de l'Armée Rouge, inédite sur le territoire afghan. Les violents combats et l'exil massif de la population brisent les cadres normatifs qui régissaient les relations entre l'Etat et les tribus. Edwards, dans son livre *Before Taliban : genealogies of Jihad*, rapporte en détail le récit d'un chef tribal de la vallée de Pech, dans la Kounar. Son témoignage est symptomatique de la perte de repère des élites traditionnelles face aux formes nouvelles de la guerre. L'intervention soviétique a changé en profondeur les règles du jeu politique.

Michael Barry, *Le royaume de l'insolence: l'Afghanistan 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2011, Ch. 1

Pierre Centlivres, « Violence légitime et violence illégitime: à propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », *L'Homme*, Vol. 37, No. 144, p. 51-67

David B. Edwards, *Before Taliban: genealogies of the Afghan Jihad*, Berkeley, University of California Press, 2002, Ch. 5

Edward R. Girardet, *Afghanistan: the Soviet war*, New York, St. Martin's Press, 1985.

Juillet 2012

Loques de mobilisation dans le Jihad : Partis islamistes et Commandants locaux

L'invasion soviétique offre aux partis islamistes, les *tanzim*, réfugiés au Pakistan et en Iran, une opportunité historique pour s'imposer dans le paysage politique afghan. A la différence des tribus, les partis islamistes disposent de structures politiques, logistiques et militaires qui conviennent à une lutte idéologique, prolongée et étendue. Ils peuvent répondre à la supériorité militaire et l'extrême violence déployée par l'Armée Rouge en investissant dans le champ politique les ressources propres aux religieux : l'accent sur la foi et le salut de l'âme. Comme l'explique Centlivres, dans l'article cité plus haut, et Edward, dans son article survolant l'ensemble de la période au prisme des classiques de l'anthropologie afghane, l'Islam politique vante l'homme croyant dans l'acceptation de la mort et le sacrifice de la vie pour Dieu. Les morts civils, femmes et enfants, premières victimes de l'usage massif de la force par les soviétiques, prennent sens dans le récit de la guerre comme *jihad*, alors qu'ils étaient exclus de l'imaginaire épique de la guerre tribale. L'islamisme donne un sens à la guerre moderne dans les formes qu'elle prend en Afghanistan et les destructions qu'elle cause à l'ensemble de la société.

Cependant, les *tanzim* ne seraient jamais parvenu à mettre l'ensemble de la population afghane sous leur coupe sans l'aide du Pakistan qui interdit aux élites traditionnelles de monter leurs propres camps de réfugiés et obligent toute la population à s'installer dans les structures tenues par les partis islamistes. Depuis son coup d'Etat, le gouvernement de Muhamed Zia-Ul-Haq s'appuie sur les mouvements islamistes. Au Pakistan, pays fragmenté ethniquement et linguistiquement, l'islamisme permet au nouveau dictateur de légitimer son pouvoir auprès de sa population et de se prémunir des séparatismes. Islamabad a commencé à soutenir les islamistes afghans dans les années 1970 pour répondre aux revendications de Kaboul sur les territoires tribaux pashtounes au sud de la ligne Durand. Le Pakistan se pose donc en base arrière de la résistance islamique contre l'URSS. Il dirige l'aide des pays occidentaux et musulmans vers les partis islamistes, affaiblissant comparativement les partis monarchistes, dont la légitimité était pourtant bien plus forte dans les années 1980.

A partir de leurs bureaux respectifs à Peshawar, les partis islamistes s'imposent donc comme les seuls représentant du *jihad* contre l'URSS. Cependant, les partis islamistes ne disposent pas en Afghanistan d'assez de réseaux de connaissances personnelles pour s'implanter localement. A l'exception de certaines régions, ce ne sont pas les islamistes qui ont mené les révoltes initiales. Cette coupure entre les commandants et les partis islamistes est l'intuition centrale que Gilles Dorronsoro développe dans son ouvrage *La révolution afghane*. Pour mener le *jihad*, les partis islamistes s'appuient sur des intermédiaires locaux, des entrepreneurs de violence, dont ils s'assurent l'affiliation en échange de fourniture d'armes et d'argent. Cette double logique de mobilisation, partisane et locale, repose en retour sur l'incapacité des chefs de guerre à accéder aux ressources que les partis centralisent du fait de leur monopole de la représentation du *jihad*. Cependant dès que les Soviétiques se retirent d'Afghanistan, cette configuration avec une double structuration partisane et locale prolonge la guerre civile.

Pierre Centlivres, « Violence légitime et violence illégitime: à propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », <i>L'Homme</i> , Vol. 37, No. 144, p. 51-67

Juillet 2012

David B. Edwards, *Before Taliban: genealogies of the Afghan Jihad*, Berkeley, University of California Press, 2002, Ch. 7

David B Edwards, « Learning from the Swat Pathans: political leadership in Afghanistan, 1978-97 », *American Ethnologist*, Vol. 25, No. 4 (1998), p. 712-728

Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane : des communistes aux Taliban*, Paris, Karthala, 2000

Rendre compte de La guerre civile : prédatons, monopoles et cadres normatifs en Afghanistan

Avec le départ des Soviétiques, l'Afghanistan traverse dans une période de fragmentation politique. Les villes, notamment Kaboul, préservées par la guerre contre les Soviétiques, deviennent des enjeux symboliques pour les chefs de guerre qui s'affrontent violemment pour leur maîtrise. A l'époque, plusieurs revues s'attachent à rapporter ces événements. De nombreux récits et analyses sont disponibles dans les *Monthly Bulletin* du Afghan Information Centre dirigé par Sayyed Behuddin Majrouh jusqu'à son assassinat en 1987, puis par son fils Sayyed Naim Majrouh, dans *Afghanistan Info* édité par le couple d'anthropologues Micheline et Pierre Centlivres, ou encore dans *les nouvelles d'Afghanistan* que publie AFRANE, l'association d'amitié franco-afghane.

Le départ des Soviétiques provoque une réduction de l'aide financière aux partis liés à la guerre froide et l'implication plus grande des acteurs régionaux. Pakistan, Iran, Inde et Russie patronnent chacun un ou plusieurs chefs de guerres. Ces derniers peuvent ainsi prendre leur distance avec les organisations partisans. Le jeu s'ouvre avec la multiplication des patrons, et le problème central devient la capacité de mettre en œuvre les ressources, avantageant les mouvements disposant d'un enracinement local. Les chefs de guerre qui produisent des monopoles régionaux sont ceux qui parviennent soit à mobiliser par un discours ethno-nationaliste, à la manière de l'ouzbek Abdul Rashid Dostum, soit par la construction d'institutions locales proto-étatiques, comme la fait Ismaël Khan à Hérat.

Trois interprétations, différentes sans être totalement contradictoires, ont été proposées pour rendre compte de la guerre civile. Barnett Rubin met l'accent sur les facteurs économiques et définit la situation des années 1990 comme une économie de guerre. S'appuyant sur les travaux de l'économiste britannique Paul Collier, il affirme : « sortir de la prédation pose un problème d'action collective, chaque prédateur tire parti [de la situation] tandis qu'un ensemble plus large mais plus diffus profiterait de la suppression de la prédation ». La poursuite de la guerre civile découle donc de l'incapacité de mobiliser les acteurs sociaux perdant pourtant largement majoritaires. Antonio Giustozzi enjoint à regarder la guerre civile par delà de la question de l'exploitation économique, comme un problème politique de formation de monopole de la violence. Il perçoit les chefs de guerre comme autant de proto-Etats qui tentent d'étendre leurs ressources et leur légitimité. La persistance de la guerre civile s'explique donc pour lui par l'incapacité de chacun des faiseurs d'Etat d'écraser les autres par une puissance militaire supérieure. Gilles Dorronsoro, dans un article cherchant à rendre compte de logique politique de la guerre civile, explique aussi que les chefs de guerre sont des unités politiques autonomes, en concurrence pour le pouvoir. Toutefois, il met l'accent sur la dimension normative trop souvent

Juillet 2012

sous-estimée dans les travaux sur l'Afghanistan. En effet, dix ans de guerre ont détruit les systèmes juridiques et normatifs de régulation sociale. Les chefs de guerre doivent donc remplacer ce service fondamentale que rendait l'Etat jusque là, et leur capacité à produire ou non des cadres normatifs explique les variations locales du niveau de violence.

Gilles Dorronsoro, « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », *Culture & Conflit*, N. 24-25 (1997), disponible à <http://conflits.revues.org/index155.html>

Gilles Giustozzi, *Empire of the mud: Wars and warlords in Afghanistan*, London, Hurst & Co, 2009

Barnett R. Rubin, *The fragmentation of Afghanistan: state formation and collapse in the international system*, New Haven, Yale University Press, 1995, Ch 11 et 12

Barnett R. Rubin, « The Political Economy of War and Peace in Afghanistan. » *World Development* 28, no. 10 (2000), p. 1789-1803.

Revue publiée durant la guerre civile:

Monthly bulletin, l'Afghan Information Centre, Peshawar

Afghanistan info, édité par Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont

Les nouvelles d'Afghanistan, Afrane, Paris

Penser Le mouvement Taliban : la reconstruction de l'Etat en Afghanistan

L'émergence des Taliban : une révolte contre le désordre et la corruption

Les Taliban, un mouvement politique composé d'étudiants en religion et de clercs, émergent en 1994 dans le district de Maywand, à l'Est de Kandahar. En deux ans, ils conquièrent la majeure partie du pays dans une série de campagne éclair. Les origines du mouvement sont controversées, et de nombreuses analyses sur les Taliban sont brouillées par les objectifs politiques ou les considérations morales des auteurs. Il est donc fondamental de lire avec attention les travaux traitant de ce sujet. L'un des auteurs les plus lus, Ahmed Rashid explique par exemple que les Taliban sont une pure création des services Pakistanais. Or s'il est manifeste que les Taliban doivent une part de leur victoire au patronage d'Islamabad, la plupart des mouvements armés en Afghanistan sont soutenus de l'extérieur à cette époque. Le soutien pakistanais au Hezb-e-Islami a été bien plus massif sans que celui-ci ne parviennent à conquérir Kaboul. Anthony Davis propose un récit plus équilibré de l'émergence du mouvement qui montre bien l'importance fondatrice des événements qui se produisent Kandahar avant que les Taliban ne soient soutenus par l'ISI.

Pour saisir l'émergence des Taliban, il faut s'attacher à comprendre ce qui les singularise. Qu'est-ce qui explique que ce mouvement parvient à conquérir le pays alors que tous les autres ont échoué ? Dans cette perspective, les mémoires de Mullah Abdul Salam Zaeef, Taliban de la première heure, est une lecture clé. Ces mémoires sont un pamphlet politique, écrit par un acteur politique qui cherche à se poser aujourd'hui comme un intermédiaire entre les Taliban et les Occidentaux. Cependant, par delà les objectifs de l'auteur, son récit suggère l'importance de la révolte contre l'anarchie et le désordre dans la

Juillet 2012

genèse du mouvement Taliban. Dans son article de 1997, Gilles Dorronsoro, qui a beaucoup voyagé dans le pays durant cette période, se fait l'écho de témoignages identiques. Kandahar est en effet la province où la guerre civile est la plus intense à cette époque. Dans ce contexte, les clercs, qui se sont trouvés marginalisés dans la lutte pour le pouvoir entre des élites souvent militaires, disposent d'une position d'extériorité. Ils peuvent se poser comme arbitres et comme régulateurs des relations sociales. Leur recrutement dans les madrassah au Pakistan leur assure un personnel non impliqué dans les vendettas locales et qui a passé plusieurs années isolées de l'Afghanistan alors déchirée par la guerre civile. Cette particularité des oulémas constitue un atout pour incarner l'Etat, qui doit être compris comme un monopole de la violence, mais aussi comme le cadre normatif de régulation de la vie sociale que la guerre a détruit. Barnett Rubin et Gilles Dorronsoro notent tous deux la capacité des Taliban à réunir derrière eux des groupes d'intérêts très divers, bien que leur recrutement majoritairement pashtoune leur ait compliqué la tâche dans le nord du pays. C'est cette extériorité, et l'effectivité politique de ce positionnement vis-à-vis du contexte conflictuel, qui explique que les Pakistanais aient financé les Taliban et leur aient permis d'étendre à l'échelle du pays leur révolution locale.

Anthony Davis, « How the Taliban Became a Military Force », dans William Maley, éd., *Fundamentalism reborn? Afghanistan and the Taliban*, New York, New York University Press, 1998, p. 43-71.

Gilles Dorronsoro, « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », *Culture & Conflit*, N. 24-25, disponible à <http://conflits.revues.org/index155.html>

Ahmed Rashid, *Taliban: Islam, oil and the new great game in Central Asia*, New York, I.B. Tauris, 2002.

Abdul Salam Zaeef, *My life with the Taliban*, Londres, Hurst, 2010, Ch. 1-9

Analyse de la dynamique politique et idéologique Taliban : une reconstruction de l'autorité

Une étude précise de l'idéologie, des médias et de la culture matérielle Taliban reste encore à faire. Les quelques sources aisément disponibles montrent la difficulté à saisir le mouvement clérical sans porter attention à ses valeurs et à ses pratiques. Par exemple, comment les militants Taliban de cette époque concilient-ils leur discours iconoclastes et les photographies prises dans des studios de photographe et réunis par Thomas Dworzak ? Il en va de même de la question du rapport aux images, aux corps, aux femmes, mais aussi à l'Etat, aux ethnies, aux tribus, à la ville, au village, autant de points clés qu'une anthropologie du mouvement Taliban doit traiter. Les sources sont abondantes en dari et en pashtoune, mais peu traduites. A cet égard, on ne peut que se réjouir qu'un projet soit actuellement engagé par des chercheurs et des journalistes entre le Royaume-Uni et l'Afghanistan afin de rendre ces documents accessibles à tous. Jusqu'à aujourd'hui, les écrits sur les Taliban font l'économie d'un corpus précis et s'appuient sur le peu de données disponibles pour définir leur idéologie. David Edwards souligne ainsi la présence d'un imaginaire de village dans la pratique politique des Taliban. Celui-ci s'accompagne d'une revanche des ruraux sur les urbains, perçus comme responsables de la corruption. C'est surtout dans les villes que les Taliban ont gouverné avec le plus de sévérité, faisant preuve de bien plus de pragmatisme dans les campagnes. William Maley semble plus hésitant, s'interrogeant sur la part de

Juillet 2012

fondamentalisme et celle de traditionalisme. L'ouvrage de Peter Marsden, qui décrit les pratiques Taliban comme les émanations d'un puritanisme répressif, abonde dans leur sens.

Toutefois, ces analyses manquent un point crucial : la reconstruction de l'Etat par les Taliban. Comme le décrit Gilles Dorronsoro après l'exploration des archives ministérielles à la fin des années 1990, les militants cléricaux s'attellent, en tâtonnant, à la réédification des institutions étatiques, en particulier dans le domaine juridique. Pour ce faire, les Taliban imitent la monarchie et la république présidentielle qui ont précédé le coup d'Etat communiste pour constituer leur structure de gouvernement. Leur opposition à la démocratie, au pluralisme, et donc aux partis et aux tribus, s'inscrit dans un rejet plus large de la politique comme sphère d'activité. Faire de la politique est perçue par les Taliban comme un motif de division, et de là, une cause de désordre. De plus, il importe de bien prendre la mesure de la dimension performative de la politique Taliban, visant au contrôle social. L'analyse des punitions Taliban que propose Juan R. I. Cole dans son article constitue un point qui mériterait d'être plus amplement développé. Cette obsession Taliban de l'ordre et de la morale dans le gouvernement prolonge le rejet du désordre et de l'anarchie qui commande à leur émergence en 1994.

Juan R. I. Cole, « The Taliban, women, and the Hegelian private sphere », dans Robert D. Crews et Amin Tarzi, éd., *The Taliban and the crisis of Afghanistan*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 122-158

Gilles Dorronsoro, « Les Talêban ou la révolution des clercs », *Etudes*, Vol. 39, No. 6 (1999), p. 743-751

Gilles Dorronsoro, *la révolution Afghane : des communistes aux Taliban*, Paris, Karthala, 2000, ch. 9

Thomas Dworzak, *Taliban*, London, Trolley Ltd, 2003

David B Edwards, « Learning from the Swat Pathans: political leadership in Afghanistan », 1978-97. *American Ethnologist*, Vol. 25, No. 4 (1998), p. 712-728

William Maley, « Introduction: interpreting the Taliban », dans William Maley, éd., *Fundamentalism reborn? Afghanistan and the Taliban*, New York, New York University Press, 1998, p. 24-42

Peter Marsden, *Taliban: war, religion and the new order in Afghanistan*, London, Zed Books, 1999

Comprendre La guerre en Afghanistan depuis 2001 : intervention occidentale et Etat Taliban

L'intervention occidentale et la réouverture de la crise de l'Etat en Afghanistan

L'intervention américaine suite aux attentats du 11 septembre 2001 provoque un retour de la crise politique en Afghanistan. Le fragile processus de reconstruction de l'Etat par les Taliban est mis à mal par le retour des chefs de guerre à Kaboul et la mise en place d'un Etat corrompu et népotique sous la houlette d'Hamid Karzai. Dès la conférence de Bonn, l'ingérence occidentale déstabilise le pays, et l'expansion de l'intervention civile et militaire entre 2005 et 2006 accroît les effets négatifs. Tirer le bilan de la décennie de présence occidentale en Afghanistan semble donc une question politique fondamentale. Pourtant, ceci ne semble pas être à l'ordre du jour. La guerre d'Afghanistan après 2001 représente l'un des échecs les plus patents de l'expertise, du journalisme et de la recherche à analyser,

Juillet 2012

rapporter et comprendre les questions de politique contemporaine. Peu de conflits ont été autant couverts, autant photographiés et autant étudiés sans pourtant faciliter ni la décision ni la connaissance. A quelques exceptions près, les études suivent les évolutions de stratégies politiques pour les confirmer, plutôt qu'elles ne les informent. En outre, de nombreux travaux font preuve de complaisance vis-à-vis de l'intervention occidentale, diabolise le mouvement Taliban et sont imprégnés de paradigmes dépassés, voire parfois simplistes. Ainsi, les analyses de Seth Jones, de David Kilcullen de Sebastian Junger ou encore du major Jim Gant sont des lectures passionnantes à condition d'être lues avec une grande distance critique. Ils constituent des textes clé pour identifier les présupposés et les concepts qui ont conduit aux erreurs politiques et stratégiques des occidentaux en Afghanistan. Ces auteurs laissent notamment transparaître des paradigmes tribalistes et localistes, non pertinents pour comprendre la dynamique politique dans l'Afghanistan contemporain.

Quelques analyses permettent tout de même de se faire une image générale des pratiques et concepts qui dirigent les acteurs de l'intervention. Les rapports que Gilles Dorronsoro a écrits pour le *Carnegie Endowment for International Peace* donnent accès aux conclusions de l'auteur qui travaille sur l'Afghanistan depuis 1988, et continue de voyager dans le pays. Dorronsoro résume ses conclusions principales dans un rapport de recherche commandé par l'IRSEM. Patrick Porter n'est pas spécialiste de l'Afghanistan, mais il s'est plongé dans les perceptions des militaires occidentaux sur l'Afghanistan. Son livre donne une perspective historique à celles-ci. L'article d'Adam Baczko sur la contre-insurrection américaine dans la Kounar fait le point sur les effets des pratiques de l'armée américaine dans la dynamique politique locale. Quelques blogs méritent d'être notés, et par certains égards, proposent des textes de meilleures qualités que nombre d'ouvrages et d'articles au sujet de la guerre. Ainsi le blog d'Alex Strick Von Linschoten, chercheur basé à Kandahar, celui de Christian Bleuer, qui propose par ailleurs une large bibliographie non critique, et le site d'*Afghan Analysts Network* sont des mines d'informations sur la situation politique, disposant d'archives fournies.

Quelques ouvrages de référence, affirmant les paradigmes tribalistes et localistes :

Jim Gant, *One trib at a time: a strategy for success in Afghanistan*, Los Angeles, Nine Sisters Imports, 2009
Seth Jones, *In the graveyard of empires: America's war in Afghanistan*, W. W. Norton & Company, 2009
Sebastian Junger, *Guerre: être soldat en Afghanistan*, Paris, Fallois, 2011
David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla: fighting small wars in the midst of a big one*, Oxford, Oxford University Press, 2009, Ch. 2

Des analyses de l'intervention occidentale :

Adam Baczko, « Les revers de l'armée américaine dans la Guerre d'Afghanistan : le cas de la Kounar », *Politique Américaine*, No. 19 (2012)
Gilles Dorronsoro, *Afghanistan: the impossible transition*, Washington, The Carnegie International Endowment for International Peace, 2011
Gilles Dorronsoro, *Afghanistan at the breaking point*, Washington, The Carnegie International Endowment for International Peace, 2010

Juillet 2012

Gilles Dorronsoro, « Doctrine, stratégie et pratiques de la contre-insurrection en Afghanistan, dans Gilles Dorronsoro, Christian Olsson et Raphaël Pouyé, *Insurrections / contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, IRSEM, 2009, p. 45-82

Patrick Porter, *Military orientalism: Eastern war through Western Eyes*, New York, Columbia University Press, 2009

Quelques blogs et sites internet, riches en ressources sur l'intervention occidentale:

Alexandre Strick Van Linschoten, *A different place*: <http://www.alexstrick.com/>

Christian Bleuer, *Ghost of Alexandre*: <http://easterncampaign.com/>

Afghanistan Analysts Network: <http://aan-afghanistan.com/>

Le mouvement Taliban depuis 2001: un retour de l'Etat ?

Le mouvement Taliban renaît très rapidement dès la fin de l'année 2002, et s'étend militairement, tout en institutionnalisant un Etat parallèle, dont l'efficacité semble aujourd'hui, par bien des égards, supérieure au régime de Karzai. Peu de travaux s'intéressent à cet acteur politique pourtant majeur et les analyses appuyées par un véritable travail d'enquête et une connaissance des sources s'avèrent rares. Il est vrai que mener des entretiens avec les Taliban n'est pas une tâche aisée, d'autant que, en dépit des sommes énormes investies dans les études en Afghanistan, les recherches sur l'insurrection ne sont pas soutenues. Les rares chercheurs à travailler sur les Taliban, Antonio Giustozzi, Claudio Franco, Felix Kuehn ou encore Alex Strick Van Linschoten, ont tous conduit leur recherche par leurs propres moyens.

Les quelques travaux sur la guérilla Taliban et leur administration parallèle sont très récents. Antonio Giustozzi s'est efforcé de décrire la structure du mouvement et ses pratiques à partir d'entretiens nombreux avec des combattants, des cadres et des fonctionnaires Taliban. *Koran, kalashnikov et laptop* est le premier livre publié au sujet des Taliban depuis leur chute en 2001. Par la suite, Giustozzi a édité un ouvrage collectif, *decoding the new Taliban*, en demandant à plusieurs experts ou acteurs de terrain de décrire la situation dans leur province respective. Le résultat est inégal, avec d'excellents articles, notamment celui de Martine Van Biljert sur l'Orozgan et celui de Graeme Smith sur Kandahar, et d'autres moins bons. A noter aussi les articles les plus récents de Giustozzi, sur la politique Taliban vis-à-vis des écoles, qui présente les ambitions du mouvement de gouverner le pays, ou encore le rapport sur le Nord coécrit avec le journaliste Christoph Reuter, qui dépeint l'extension des bases de recrutement du mouvement Taliban hors de l'ethnie pashtoune. D'autres recherches sont maintenant en cours et devraient être publiées dans les mois à venir, un rapport sur la justice Taliban, coécrit par Adam Baczko, Claudio Franco et Antonio Giustozzi, ainsi qu'une étude par Claudio Franco du fonctionnement de la hiérarchie au sein du mouvement Taliban. Enfin, alors que le mouvement Taliban a été bien souvent amalgamé avec Al Qaeda, Alex Strick Van Linschoten et Félix Kuehn, qui ont tout deux vécu à Kandahar durant plusieurs années, ont publié en 2011 *An enemy we created*. Le livre prouve par une démonstration rigoureuse que jihad nationaliste et internationaliste sont clairement distingués

Juillet 2012

en Afghanistan. Il va dans le sens des publications et des discours officiels des Taliban qui ont toujours affirmé des visées exclusivement nationales.

En outre, Alex Strick Van Linschoten et Félix Kuehn publient en avril un recueil de poèmes Taliban dont la lecture devrait être particulièrement intéressante. Les Taliban ont beaucoup évolué dans leur rapport à l'image et à la musique. Les interdictions des années 1990 ne sont plus d'actualité, puisqu'ils se filment abondamment et entonnent a cappella des chants qu'ils enregistrent et diffusent sur internet. Ceci est symptomatique de l'évolution de la composition du mouvement, qui s'inscrit dans les nombreux changements culturels que l'Afghanistan traverse aujourd'hui. Dans cette perspective, l'absence d'étude culturelle du mouvement Taliban reste une lacune.

Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and laptop: The neo-Taliban insurgency in Afghanistan*, Londres, Columbia University Press, 2008
Antonio Giustozzi, *The battle for the schools: the Taleban and state education*, Kaboul, Afghanistan Analysts Network, 2011
Antonio Giustozzi et Christoph Reuter, *The Northern front: the Afghan insurgency spreading beyond the Pashtuns*, Kaboul, Afghanistan Analysts Network, 2010
Adam Baczko, Claudio Franco et Antonio Giustozzi, *Shadow Justice: how the Taliban run their judiciary* (titre provisoire), Kaboul, Integrity Watch Afghanistan, 2012
Martine van Bijlert, « **Unruly Commanders and Violent Power Struggles: Taliban Networks in Uruzgan** », dans Antonio Giustozzi, *Decoding the new Taliban: insight from the Afghan field*. Londres, Hurst & Co, 2009, p. 155-178
Alex Strick et Felix Kuehn, *An enemy we created: the myth of the Taliban/ Al Qaeda merger in Afghanistan 1970-2010*, Londres, Hurst & Co, 2012
Alex Strick et Felix Kuehn, *Poetry of the Taliban*, Londres, Hurst & Co, 2012

Conclusion: L'Afghanistan, un laboratoire du politique et de la science politique

Les événements qui se déroulent actuellement en Afghanistan deviennent intelligibles à condition de les inscrire dans leur historicité, celle de la construction de l'Etat, comme monopole de la violence et cadre normatif de la vie sociale. La dislocation des structures politiques afghanes pendant les trente années de guerre civile permet de mieux comprendre l'échec de l'intervention occidentale et la progression des Taliban. Alors que le pays semble retomber dans l'instabilité et le désordre, de nouveau le mouvement clérical retrouve sa position d'extériorité et incarne l'ordre. Dans cette perspective, l'analyse rigoureuse des dynamiques politiques à l'œuvre dans la guerre actuelle en Afghanistan est indispensable. Sinon, il sera impossible de tirer le bilan d'une intervention, caractérisée par une incroyable ambition de changer une population sans désir de comprendre la situation dans laquelle elle se trouve.

Par delà les implications politiques de l'étude de la guerre en Afghanistan, ce cas représente un intérêt tout particulier dans le champ d'étude des guerres civiles. La complexité de la situation politique dans le

Juillet 2012

pays a rendu indispensable une compréhension fine des processus politiques à l'œuvre. Formidable terrain de travail dans les années 1980 et 1990 en raison de la liberté de mouvement entre les groupes de combattants, l'Afghanistan a été un cas d'étude qui a permis de mieux appréhender les relations entre coercition et légitimité et celles entre norme et consentement dans le champ politique. De plus, le mouvement Taliban est un défi intellectuel pour le chercheur occidental. L'étudier avec sérieux exige de se décentrer sur le plan anthropologique et de conserver une neutralité axiologique. En ce sens, l'Afghanistan des trente dernières années aura représenté non seulement un véritable laboratoire du politique, mais aussi l'un des terrains les plus formateurs à la pensée politique.